

31 janvier 2001, Ottawa

Allocution à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle législature à la suite des élections générales du 27 novembre 2000

Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous féliciter pour votre élection à titre de président de la Chambre des communes. J'aimerais également féliciter les motionnaires de l'adresse en réponse au discours du Trône. L'un et l'autre, le député de Northumberland et la députée de Laval-Est, siègent à la Chambre pour la première fois. Si j'en juge par les discours qu'ils ont prononcés hier, ils sont tous les deux promis à un bel avenir.

En même temps, Monsieur le Président, ayant moi-même siégé dans cette enceinte depuis un certain nombre d'années, je voudrais souhaiter la bienvenue à tous les nouveaux députés, quelle que soit leur allégeance politique, et les féliciter. C'est un honneur et un privilège de siéger à la Chambre des communes. Qu'il s'agisse de notre première élection ou de la douzième, c'est toujours avec humilité que l'on reçoit le mandat de ses concitoyens et concitoyennes de les représenter au Parlement du Canada.

Personne n'est attiré ici par l'argent. Personne n'est attiré ici par l'horaire de travail. Tous autant que nous sommes, quel que soit notre parti, nous sommes ici pour la même raison : pour servir nos commettants de notre mieux et pour contribuer autant que nous le pouvons à rendre notre pays meilleur. Et nous avons tous l'obligation, quel que soit le parti que nous représentons, de veiller, par nos paroles et par nos actes, à bâtir la confiance dans nos institutions et dans notre démocratie. Rappelons-nous ce que Churchill disait au sujet de la démocratie : « Le pire système de gouvernement au monde, à l'exception de tous les autres. » Bien sûr, des améliorations sont toujours possibles, mais il ne devrait faire aucun doute que le Parlement du Canada sert très bien notre pays.

Comme toute institution humaine, la Chambre des communes n'est pas parfaite. Il est possible de la renforcer. Au fil des ans, de nombreux changements ont été apportés pour améliorer le Parlement. Et d'autres changements seront apportés pour moderniser l'institution parlementaire à l'aube du XXI^e siècle. Le leader en Chambre travaille avec ses collègues des différents partis sur des réformes qui vont permettre à cette chambre de servir encore mieux les intérêts de tous les Canadiens. Le vote électronique par exemple. Un meilleur soutien en recherche pour les comités. Le renvoi d'un plus grand nombre de projets de loi en comité après la première lecture.

Le 27 novembre dernier, la population du Canada a confié un nouveau mandat au gouvernement. Je suis particulièrement fier du fait que les libéraux de ce côté-ci et en face, dans le coin, viennent de toutes les provinces et de chacun des territoires; que nous formons un gouvernement véritablement national. Je reconnais, comme c'est le cas dans toute démocratie, que beaucoup de Canadiens ont voté pour d'autres partis. Dans certaines provinces, nous ne comptons pas autant de membres que nous le souhaiterions. Nous allons travailler très fort comme gouvernement pour nous assurer que les députés libéraux de l'Ouest du Canada seront beaucoup plus nombreux après les prochaines élections. Je vous promets aujourd'hui que ce gouvernement va écouter tous les Canadiens, où qu'ils habitent au Canada. Nous allons gouverner dans l'intérêt de tous les Canadiens, sans égard au parti pour lequel ils ont voté.

Nous avons reçu de la population canadienne le mandat de laisser de côté les vieilles querelles, les vieux problèmes et les vieilles solutions. Le mandat de fixer des buts et des objectifs ambitieux pour un Canada fort et uni au cours des années à venir. Le mandat de construire sur les fondations solides que nous avons mises en place depuis que nous avons formé le gouvernement. Le mandat de préparer le pays à suivre le rythme accéléré des changements qu'exige la nouvelle économie. Le mandat de faire entrer ce que le Canada offre de mieux dans le XXI^e siècle en bâtissant une économie innovatrice, en veillant à l'inclusion sociale et en faisant mieux entendre notre voix collective sur la scène mondiale.

Voilà les thèmes que j'aborderai aujourd'hui. Mes ministres entreront dans les détails des autres éléments du programme d'action du gouvernement au cours de ce débat. Aucun autre pays ne peut envisager le siècle qui débute avec plus de confiance que le Canada. Nous allons faire de la première décennie du XXI^e siècle, la décennie du Canada. Une décennie placée sous le signe de la poursuite de l'excellence et de l'égalité des chances.

Quand nous avons formé le gouvernement, il y a plus de sept ans, nous avons une vision du pays à bâtir. Des valeurs et des principes qui allaient guider notre action. En suivant une voie bien canadienne. Selon un modèle bien canadien. Notre vision et notre objectif n'ont pas changé. Une société vouée à l'excellence et déterminée à favoriser le succès. Où la prospérité ne se limite pas à quelques-uns, mais est partagée – et créée en fait – par le plus grand nombre. Une société où tous les enfants profitent d'un bon départ dans la vie. Où les jeunes ont la possibilité de s'épanouir et de devenir les meilleurs dans le domaine de leur choix. Où les citoyens ont accès aux compétences et aux connaissances dont ils ont besoin pour exceller. Où les citoyens, quel que soit leur revenu, reçoivent des soins de santé de qualité. Où les familles jouissent de collectivités sûres et dynamiques et d'un environnement sain. Où les Canadiens travaillent de concert avec d'autres pays à promouvoir la paix, la diversité culturelle et la réalisation des bienfaits pour l'humanité de la nouvelle économie mondiale.

Nous avons compris qu'il n'est pas possible de tout accomplir d'un seul coup. Que pour gouverner avec succès, le secret est de progresser de manière pragmatique, une étape à la fois et de manière audacieuse au besoin. De fixer des objectifs d'ensemble. De faire des choix en fonction des valeurs qui font la force du Canada. D'effectuer de grands changements durables selon nos moyens. C'est précisément ce que nous faisons depuis sept ans. C'est la manière de gouverner que les électeurs du Canada ont approuvé trois fois de suite. Et c'est l'approche que nous allons continuer de suivre.

Nous avons entrepris de rétablir notre souveraineté financière afin de nous redonner les moyens de faire des choix pour l'avenir. Nous avons réussi au-delà des plus grandes espérances. Et notre engagement reste inébranlable envers l'équilibre budgétaire, la réduction de la dette et une fiscalité concurrentielle pour les investisseurs et les entrepreneurs.

Monsieur le Président, il va sans dire qu'il règne aujourd'hui une certaine incertitude quant aux perspectives à court terme de l'économie américaine. Le gouvernement suivra de près l'évolution de la situation aux États-Unis et dans l'économie mondiale et il examinera son incidence possible sur le Canada. Cela dit, le succès de nos politiques économiques nous place dans une meilleure position que jamais pour traverser une période de ralentissement

temporaire de l'économie américaine. Nous avons toutes les raisons de croire que la performance de notre économie sera meilleure que celle de nos principaux concurrents et partenaires commerciaux cette année.

Monsieur le Président, un climat financier sain n'est pas une fin en soi, mais plutôt la condition essentielle sans laquelle un gouvernement ne pourrait effectuer tous les investissements socio-économiques qu'il doit faire en collaboration avec ses partenaires. Afin de bâtir un pays prospère où tous peuvent partager les fruits de la croissance. De ce côté-ci de la Chambre, nous croyons qu'un gouvernement peut contribuer activement au mieux-être de la société. Pour ce faire, il doit pouvoir compter sur une fonction publique de haut niveau. Je suis fier de notre fonction publique. Le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour que la fonction publique continue de disposer des talents dont elle a besoin dans sa poursuite de l'excellence. Nous procéderons aussi aux réformes qui s'imposent pour moderniser la fonction publique en fonction des besoins du XXI^e siècle.

Monsieur le Président, nous avons entrepris il y a plus de sept ans de faire notre part en tant que gouvernement pour bâtir une économie plus innovatrice. La Fondation canadienne pour l'innovation. Les réseaux de centres d'excellence. Les Instituts de recherche en santé du Canada. Les 2000 Chaires de recherche du Canada. L'augmentation des budgets des conseils subventionnaires. La modification des taux d'imposition des sociétés et des taux d'imposition des gains en capital. Le programme pour faire du Canada l'un des pays les plus branchés au monde.

Nous avons posé des assises solides. Mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. Sinon, nous allons nous laisser devancer. Au XXI^e siècle, nous devons mener notre action à la fois sur les fronts social et économique. Nous pourrions ainsi montrer au monde entier un Canada dont la société est vouée à l'innovation comme à l'inclusion, à l'excellence comme à la justice. Pour y arriver, nous avons un plan d'action qui allie l'innovation, les compétences et l'apprentissage ainsi que l'engagement de veiller à ce que tous nos enfants aient la chance de réaliser leur potentiel.

Commençons par l'innovation. Dans la nouvelle économie, le plus rapide remporte la course. Celui qui fait les découvertes en premier et qui les met en marché. Le premier à mettre au point de meilleurs procédés. C'est vrai dans le secteur de la haute technologie, mais c'est aussi vrai dans presque tous les secteurs – de l'extraction des ressources à l'agriculture, en passant par la commercialisation. Le Canada doit posséder l'une des économies les plus avant-gardistes au monde. Un des éléments clés pour y parvenir, c'est de hisser notre effort par habitant en recherche et développement au rang des cinq premiers pays au monde.

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a établi un plan d'action à cinq volets. Premièrement, doubler à tout le moins les fonds que le gouvernement fédéral consacre déjà à la recherche et au développement d'ici 2010. Au cours de son mandat, le gouvernement affectera davantage de fonds aux conseils subventionnaires, à Génome Canada, aux Instituts de recherche en santé du Canada de même qu'à la recherche gouvernementale. Le Canada deviendra ainsi le lieu le plus propice au monde à la recherche de premier plan. Cet effort renforcera notre économie et notre société.

Deuxièmement, continuer de faire en sorte que les universités canadiennes soient le lieu le plus propice à l'excellence en recherche et un pôle d'attraction pour les meilleurs cerveaux. Le gouvernement travaillera avec les milieux universitaires en vue d'aider nos universités, afin qu'elles aient les ressources nécessaires pour profiter pleinement des activités de recherche parrainées par le gouvernement fédéral.

Troisièmement, accélérer notre capacité de mettre en marché les découvertes canadiennes et d'offrir ainsi de nouveaux produits et services.

Quatrièmement, poursuivre une stratégie globale en matière de science et de technologie. Une stratégie qui favorise une collaboration accrue à la recherche internationale aux frontières du savoir.

Cinquièmement, travailler avec le secteur privé pour identifier les meilleurs moyens de rendre accessibles les services Internet à large bande dans toutes les collectivités du Canada d'ici 2004. Toutefois, notre engagement envers la recherche dans ce pays ne doit pas se limiter au gouvernement fédéral. Il faut que ce soit une entreprise nationale. Par conséquent, aujourd'hui, je lance le défi au secteur privé et aux provinces de consacrer davantage de ressources au cours des prochaines années à faire du Canada l'un des chefs de file mondiaux en recherche et développement.

Monsieur le Président, la transition vers la nouvelle économie n'intéresse pas seulement un secteur économique en particulier. Le succès économique dans tous les secteurs dépend plus que jamais de l'esprit d'entreprise, de l'ingéniosité et de la créativité. Il dépend, fondamentalement, de nos talents humains. Dans ce contexte, nos investissements les plus importants sont ceux que nous effectuons dans nos gens. Je veux que le Canada soit perçu dans le monde entier comme le pays qui possède la main-d'œuvre la plus spécialisée et la plus douée qui puisse se trouver. Il faut en faire un objectif national. Et y consacrer un effort national.

L'apprentissage ne se déroule pas seulement à l'école. Avec les programmes préscolaires, le réseau d'écoles publiques, les établissements d'enseignement postsecondaire et la formation en cours d'emploi, le Canada a déjà en mains tous les éléments d'une infrastructure nationale pour l'apprentissage continu. Tous les gouvernements, le secteur privé et les établissements d'enseignement doivent travailler ensemble à l'amélioration de cette infrastructure nationale pour le bien des Canadiens. Pour sa part, le gouvernement du Canada a investi massivement au cours de nos deux premiers mandats pour aider à préparer notre pays à être le bassin par excellence de talents et de compétences. Que ce soient les Subventions canadiennes pour l'épargne-études, qui aident les parents à économiser pour l'éducation de leurs enfants.

L'augmentation du crédit d'impôt pour études. Les Bourses d'études canadiennes du millénaire pour les étudiants d'aujourd'hui. Les nouvelles règles relatives aux RÉER qui permettent aux Canadiens de financer leur recyclage et leur perfectionnement. Ou les Subventions canadiennes pour études à l'intention des étudiants ayant des personnes à charge, des personnes handicapées ou des plus démunis. Il reste encore du travail à faire, et ce gouvernement est prêt à faire toute sa part dans cet effort national.

Nous voulons qu'au moins 1 000 000 d'adultes canadiens d'âge actif de plus aient la possibilité de se perfectionner. À cette fin, nous allons créer un Régime enregistré d'apprentissage personnel pour permettre aux Canadiens de planifier et de financer plus facilement leurs besoins d'apprentissage. Nous veillerons à ce que nos programmes d'emploi pour les jeunes permettent de venir en aide aux jeunes à risque qui ont le plus de difficulté à réussir la transition entre l'école et le monde du travail.

Nous allons faire en sorte que ceux qui ont les plus grands besoins de formation soient admissibles à des allocations de formation. Un effort national en vue de nous doter de la main-d'œuvre la plus douée et la plus compétente exige l'appui et la collaboration des provinces, du secteur privé et des organismes bénévoles. Nous comptons les inviter à se joindre à nous pour lancer une initiative nationale d'alphabétisation. Nous devons rehausser les compétences en lecture et en écriture, car trop de Canadiens ne sont pas au niveau qu'exige la nouvelle économie.

Le Canada a besoin d'un plus grand nombre de travailleurs qualifiés. Notre pays doit mieux réussir à attirer les immigrants hautement qualifiés, et le gouvernement fédéral prendra les moyens nécessaires pour y arriver. Mais nous devons tous éviter de placer des obstacles inutiles sur leur chemin. Dans une économie mondialisée, le Canada doit s'efforcer de mieux reconnaître les titres de compétences valables acquis à l'étranger. J'exhorte les gouvernements provinciaux à revoir leurs politiques de reconnaissance des titres de compétences acquis par les néo-Canadiens à l'étranger. J'exhorte aussi les provinces à mettre en œuvre l'entente-cadre sur l'union sociale, et à prendre rapidement les mesures nécessaires pour assurer la mobilité pleine et entière des étudiants canadiens et des Canadiens munis de titres de compétences acquis au pays, et ce d'un océan à l'autre.

Au Canada, l'enseignement primaire et secondaire relève de la compétence exclusive des provinces. Tous les gouvernements provinciaux prennent cette responsabilité très au sérieux. Et chacun d'entre eux s'efforce d'offrir un enseignement public de qualité supérieure. Mais nous savons tous que dans l'économie du savoir, ceux qui abandonnent le chemin de l'école perdent la possibilité d'emprunter bien des voies de réussite. Le taux de décrochage demeure trop élevé au Canada. Le découragement et le décrochage scolaire des jeunes entraînent des coûts sociaux et économiques trop lourds. C'est pourquoi je veux lancer aux gouvernements provinciaux le défi de redoubler d'efforts pour que les jeunes qui fréquentent l'école y restent, et pour que ceux qui ont abandonné en reprennent le chemin.

Monsieur le Président, une économie de classe mondiale exige des travailleurs qualifiés de même qu'une population sachant lire et écrire, instruite et en santé. Mais pour ce faire, nous devons avoir une société qui ne laisse personne pour compte. Les priorités économiques sont indissociables des priorités sociales. S'il est vrai qu'une économie vigoureuse nous permet de concrétiser nos valeurs sociales, il est aussi vrai que la solidarité sociale est à la base de la vigueur économique. Grâce à notre impôt progressif, à nos mesures actives et à notre filet de sécurité sociale, le Canada a su éviter les pires coûts sociaux et économiques de l'exclusion.

Même si les revenus de la plupart des familles sont maintenant à la hausse, un trop grand nombre de familles monoparentales, de membres des minorités visibles, de nouveaux immigrants et d'Autochtones continuent de vivre dans la pauvreté. Et trop d'obstacles

entravent la participation des Canadiens handicapés à la vie collective. Nous sommes déterminés à aider les familles à se libérer du piège de la pauvreté. À briser le cycle de dépendance. À aider les parents à concrétiser les espoirs et les rêves qu'ils ont pour leurs enfants.

La pauvreté chez les enfants entraîne des coûts moraux, humains et économiques trop lourds. La croissance économique et la création d'emplois sont les moyens les plus sûrs de réduire la pauvreté. Les réductions d'impôt laissent plus d'argent dans les poches des familles. Mais elles ne sont pas la solution à tous nos problèmes sociaux. Les gouvernements ont un rôle important à jouer. Il nous faut adopter une approche équilibrée. Nous devons trouver des façons nouvelles et plus efficaces de favoriser de meilleures perspectives et de répondre aux besoins fondamentaux de tous.

À cet égard, la plus grande priorité doit être accordée à nos enfants. C'est ainsi que nous pourrions agir le plus efficacement pour bâtir un Canada fort qui ne laisse personne pour compte. Mais le gouvernement fédéral ne peut y arriver seul; nous devons tous y participer. Nous avons fait des progrès considérables au cours des sept dernières années en travaillant de concert avec les provinces. La Prestation nationale pour enfants est le nouveau programme social le plus important depuis la création de l'assurance-maladie. Avec l'Accord sur le développement de la petite enfance conclu le 11 septembre dernier, nous avons fait un autre pas significatif dans la bonne direction. Mais nous devons faire davantage. Et nous ferons davantage.

Notre objectif doit être de faire en sorte qu'aucun enfant ne soit privé de ses chances de réussir par les effets débilissants de la pauvreté. Que tous les enfants puissent avoir un bon départ dans la vie. L'urgence d'agir se fait particulièrement sentir chez les enfants autochtones. Bien franchement, en ce qui concerne les peuples autochtones, j'ai bien peur que nous consacrons trop de temps, trop d'énergie et trop d'argent sur le passé, et pas assez sur les mesures nécessaires pour assurer un bel avenir aux enfants d'aujourd'hui et de demain. Trop souvent, nos investissements ne profitent pas à ceux qui en ont le plus besoin. Cela doit changer. Nous devons tourner la page. À partir de maintenant, nous devons orienter et cibler nos investissements en fonction des plus grands bienfaits.

Il n'y a jamais assez de ressources pour tout faire. Notre approche consistera à mettre l'accent sur l'avenir. Et, surtout, sur les besoins des enfants. Pour commencer, nous augmenterons de façon significative les ressources consacrées au Programme d'aide préscolaire aux Autochtones, un programme créé par notre gouvernement et qui produit d'excellents résultats. Nous devons réduire de façon significative l'incidence du syndrome d'alcoolisme foetal au sein de nos communautés autochtones. Et nous nous engageons à participer à un effort national en vue d'atteindre cet objectif. Le nombre de jeunes Autochtones au sein de notre système de justice pénale est trop élevé. C'est une réalité que notre société doit reconnaître. Autrement, ce serait se mettre la tête dans le sable.

Il nous faut prendre les mesures nécessaires dans le cadre de nos politiques économiques et sociales afin de réduire ce nombre. Notre objectif doit être de réduire le nombre d'Autochtones qui sont incarcérés ou qui ont des démêlés avec la justice. D'ici une génération, il ne devrait plus y avoir de différence entre le taux d'incarcération des Autochtones et celui du reste de la société canadienne. Ces objectifs sont ambitieux. Ils

seront difficiles à atteindre. Il y aura des erreurs de parcours. Et ils ne pourront être atteints dans l'espace d'un seul mandat. Mais nous devons participer à cet effort national. Sa réussite – ou son échec – nous en dira long sur le genre de pays que nous formons.

Monsieur le Président, le 11 septembre dernier, nous avons tenu une rencontre des premiers ministres très fructueuse à Ottawa, où il a été question de santé et de développement de la petite enfance. Par la suite, nous avons conclu des ententes avec toutes les provinces pour un programme d'infrastructures fédéral – provincial – municipal. Depuis que nous formons le gouvernement, nous avons fait la preuve à maintes reprises qu'il est possible de travailler ensemble lorsque nous mettons l'accent sur les besoins de l'avenir. Et que notre système fédéral fonctionne bien. Les Canadiens portent leur regard au-delà des frontières de leur province ou de leur région. Ils font partie d'une collectivité plus large, et ils veulent que leurs gouvernements travaillent ensemble, dans un esprit de collaboration, pour concrétiser nos valeurs communes et donner vie à l'expérience canadienne. C'est un objectif que nous pouvons et que nous devons atteindre, en travaillant dans le respect de nos compétences respectives. Et dans le respect les uns des autres.

Cet esprit de coopération et de collaboration me dit que nous pouvons nous donner des objectifs ambitieux. Que nous pouvons les atteindre ensemble. Qu'un effort national peut arriver à offrir à tous les enfants un bon départ dans la vie et une véritable chance de tirer profit des possibilités qu'offre la société canadienne. Nous sommes prêts à faire notre part. Et je tends la main à mes collègues des provinces pour qu'ils se joignent à ce grand effort national. Il nous a fallu travailler ensemble pendant toute une génération pour réduire l'incidence de la pauvreté chez nos aînés. Nous y sommes arrivés en procédant étape par étape. Mais nous avons franchi bien des étapes ensemble. Il ne s'agit pas d'être suffisants, mais de réaliser que nous avons fait de grands progrès. Nous pouvons et nous devons faire des progrès semblables en faveur des enfants. Ce ne sera pas l'affaire d'une journée. Il y aura des obstacles en cours de route.

Les enfants doivent être une priorité nationale. Certes, comme toujours, les ressources ne sont pas illimitées. Nous devons toutefois orienter l'utilisation de nos ressources en fonction de ce grand objectif national. Au cours de ce mandat, dans le cadre de nos budgets, nous présenterons un calendrier d'investissements qui nous permettra de faire des progrès réels en vue d'assurer un meilleur avenir à tous les enfants du Canada. Un système de santé moderne et de qualité est essentiel pour l'avenir et le bien-être de tous les Canadiens, peu importe leur âge. Il y a quelques instants, j'ai parlé de l'accord du 11 septembre sur la santé. Cet accord prévoit de nouveaux investissements. Mais il comporte aussi un plan d'action. Au cours des prochaines années, nous continuerons à travailler ensemble à la mise en œuvre de ce plan d'action. Notre collaboration nous permettra d'atteindre nos objectifs, c'est-à-dire d'assurer à tous les Canadiens un accès en temps opportun à des soins de santé de grande qualité, sans égard à leur revenu ou leur lieu de domicile.

Et nous ferons rapport aux Canadiens sur notre rendement et sur les progrès accomplis. Aujourd'hui, je réaffirme notre engagement de travailler avec les provinces, ainsi qu'avec tous les Canadiens, pour faire entrer notre système d'assurance-santé dans le XXI^e siècle et faire en sorte qu'il réponde aux besoins des Canadiens. Nous travaillerons avec les provinces et nous leur donnerons notre appui pour que notre système de santé soit mieux intégré, plus efficace, plus à l'écoute des besoins des gens et plus transparent.

La santé des Autochtones sera l'objet d'efforts supplémentaires, tout comme les nouvelles technologies et les autres stratégies pour venir en aide aux personnes handicapées. Nous consacrerons aussi plus d'efforts à la promotion d'habitudes de vie saine et au renforcement de la recherche en santé. De plus, nous ferons le nécessaire pour offrir un système d'assurance-santé moderne pour les années à venir. Un environnement sain et sécuritaire est essentiel à la santé des Canadiens et à l'avenir de nos enfants. Nous déploierons encore plus d'efforts, au Canada comme sur la scène internationale, pour favoriser un environnement sain. Nous mettrons l'accent sur la qualité de l'air, la salubrité de l'eau et la protection de notre patrimoine naturel.

Monsieur le Président, nous avons encore frais à l'esprit les souvenirs de la dernière campagne électorale. Les rassemblements partisans. Les visites dans les foyers et dans les usines. Parmi tous ces événements, il y en a un que je retiens tout particulièrement. Il s'agit d'une visite que j'ai effectué un beau samedi matin au conservatoire de musique à Victoria. À cette occasion, j'ai assisté à un récital offert par des jeunes musiciens canadiens au talent extraordinaire. Et j'ai réfléchi à la place des arts et de la culture. À leur importance vitale pour la société canadienne.

Dans une société mondialisée, dans un univers qui comprend des centaines de canaux télévisés et à l'ère de l'Internet, l'appui à la culture canadienne est plus important que jamais. Au cours de ce mandat, le gouvernement accroîtra de façon significative son appui pour que nos institutions culturelles, nos artistes et nos créateurs puissent jouer leur rôle. Un rôle fondamental qui consiste à nous aider à mieux nous connaître. Et à agir comme ambassadeurs du Canada à l'étranger pour partager ce que notre pays a de meilleur à offrir. Monsieur le Président, au cours de plus d'un siècle d'histoire, nous avons développé une manière bien canadienne de faire les choses. Nous avons adopté une approche flexible qui reconnaît l'importance de l'action et des responsabilités tant individuelles que collectives. Nous avons appris à apprécier la chance que nous avons de pouvoir travailler ensemble à l'atteinte d'aspirations communes dans le cadre d'un système fédéral qui s'accommode de la diversité et de l'expérimentation. Nous avons pris conscience des avantages que nous apportent notre dualité linguistique et notre société multiculturelle.

Nous avons nourri un engagement profond en faveur de la démocratie et les droits de la personne. Nous sommes devenus un modèle dont le monde entier peut s'inspirer. Durant la vie de cette législature, nous serons actifs au sein de la communauté internationale. Que ce soit à la présidence du G-20 ou à titre d'hôtes du G-8 en 2002 et du très important Sommet des Amériques d'avril prochain à Québec, nous œuvrerons au renforcement des institutions multilatérales pour favoriser le dialogue et la coopération. Nous allons accroître notre aide au développement international, afin de permettre à un plus grand nombre de pays de tirer profit des possibilités offertes par la mondialisation, et de promouvoir la paix et la sécurité humaine dans le monde.

En Amérique du Nord, nous travaillerons de près avec les nouvelles administrations des présidents Bush et Fox. Les États-Unis constituent notre plus important partenaire commercial. Notre plus proche allié. Je me rendrai à Washington la semaine prochaine pour rencontrer le Président Bush et réaffirmer l'importance de notre relation. Je discuterai avec lui de l'importance de garantir de façon efficace l'accès à nos marchés respectifs. Je soulèverai la possibilité d'accélérer le travail que nous avons déjà entrepris conjointement

pour moderniser la frontière que nous partageons afin de faciliter le commerce et les investissements tout en assurant la sécurité de nos pays. Et j'exprimerai vigoureusement la position du Canada en matière d'agriculture, à savoir que nos agriculteurs devraient pouvoir bénéficier de règles de concurrence équitables, et que la surenchère de subventions ne sert les intérêts de personne.

Nous voulons révéler aux investisseurs des États-Unis et d'ailleurs dans le monde la réussite de l'économie canadienne. Leur donner le goût d'investir au Canada. Stimuler leur enthousiasme pour le Canada comme lieu débordant d'activité. Nous consacrerons beaucoup d'efforts, avec l'aide et la coopération du secteur privé et des provinces, à faire valoir le Canada en tant que pays doté d'une main-d'œuvre très qualifiée et d'une économie hautement novatrice, capable d'attirer et de garder les gens les plus talentueux.

Monsieur le Président, notre gouvernement a un programme positif pour cette législature. Un ordre du jour modéré et tourné vers l'avenir. Équilibré, mais aussi ambitieux. Un programme qui prend appui sur les réalisations qui ont fait du Canada le pays que nous connaissons aujourd'hui.

Monsieur le Président, à la suite du décès de Pierre Elliott Trudeau l'automne dernier, les Canadiens ont senti le besoin de discuter non seulement de l'héritage de M. Trudeau, mais aussi de la signification que revêt le Canada et notre attachement envers notre pays. Sa vision était celle d'un Canada arrivé à maturité, confiant, capable de bâtir lui-même sa destinée. Elle était celle d'un pays uni par une citoyenneté commune fondée sur des droits et un sens des responsabilités partagés par tous. D'un Canada bilingue où les citoyens peuvent jouir et profiter de notre riche patrimoine français et anglais. D'un pays qui respecte la place spéciale qu'occupent les peuples autochtones. D'un Canada multiculturel ouvert sur le monde et pleinement conscient de ses responsabilités à l'échelle mondiale.

Une société juste où les chances sont vraiment égales. Nous prendrons les moyens pour commémorer son héritage d'une façon qui à la fois reflète et fait avancer ces valeurs. Cette vision a façonné l'image que le monde se fait du Canada. Elle a contribué à définir le modèle canadien. Mais le monde découvre aussi, de plus en plus, un nouveau Canada. Un Canada bâti sur cette riche fondation, mais aussi un Canada aux possibilités fantastiques, tourné vers la recherche avancée, au premier rang des nouvelles technologies et engagé en faveur de l'excellence en éducation. Un pays doté d'une main-d'œuvre qualifiée et novatrice. Un endroit de choix pour les investissements et les affaires. C'est le Canada que nous devons aussi bâtir au cours des semaines, des mois et des années à venir. Un Canada doté d'une nouvelle économie dynamique et de collectivités saines et fortes. Un Canada qui évolue sous le signe de l'innovation et de l'inclusion.

Monsieur le Président, nous sommes davantage que les citoyens d'une seule province ou d'une seule région. Nous sommes davantage que des contribuables. Nous sommes les citoyens d'un grand pays. Nous avons des responsabilités les uns envers les autres. Nous avons besoin d'un gouvernement national qui travaille en partenariat avec tous les Canadiens pour bien faire entendre notre voix dans le monde.

Pour veiller à la vigueur économique. Pour protéger et renforcer le tissu social et l'unité nationale. Voilà le gouvernement que nous, de ce côté de la Chambre, offrirons aux

Canadiens. Quant à moi, Monsieur le Président, j'ai consacré ma vie à faire avancer le Canada... et ce n'est qu'un début.